

**Assemblée générale**

Distr. générale
13 février 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session

Point 131 de la liste préliminaire*

Planification des programmes**Projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015****Deuxième volet : plan-programme biennal****Programme 27****Activités financées en commun****Table des matières**

	<i>Page</i>
A. Commission de la fonction publique internationale	2
B. Corps commun d'inspection	3
C. Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination.	6
Textes portant autorisation du programme	11

* A/67/50.



A. Commission de la fonction publique internationale

Orientation générale

27.1 L'Assemblée générale, par sa résolution 3357 (XXIX), a créé la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) chargée de réglementer et de coordonner les conditions d'emploi dans les organisations qui appliquent le régime commun des Nations Unies. En vertu de son statut, la Commission est un organe subsidiaire de l'Assemblée générale. Elle remplit sa mission auprès de l'Organisation des Nations Unies ainsi que des institutions spécialisées et des autres organisations internationales qui appliquent le régime commun des Nations Unies. Dans l'exercice de ses fonctions, la Commission est guidée par le principe, convenu entre l'ONU et les autres organisations appliquant le régime commun, d'une fonction publique internationale unifiée appliquant des normes, des méthodes et des dispositions communes en matière de personnel. Dans ses résolutions 51/216 et 52/216, l'Assemblée générale a également demandé à la Commission de jouer un rôle prépondérant dans l'élaboration d'une approche novatrice de la gestion des ressources humaines, dans le cadre de la réforme d'ensemble en cours dans les organisations qui appliquent le régime commun.

Objectif de l'Organisation : Réglementer et coordonner les conditions d'emploi dans les organisations qui appliquent le régime commun des Nations Unies, conformément au mandat qui lui a été confié par l'Assemblée générale dans sa résolution 3357 (XXIX) du 18 décembre 1974

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Haut niveau de qualité des services fonctionnels fournis à la Commission	a) i) La Commission est satisfaite des recommandations pratiques qui lui sont faites ii) Pourcentage de recommandations adoptées par la Commission
b) Un régime des traitements et indemnités qui fonctionne de manière efficace conformément aux principes Noblemaire et Flemming et qui répond aux besoins des organisations	b) Pourcentage élevé de recommandations sur le régime des traitements et indemnités adoptées par la Commission
c) Amélioration de la méthode d'évaluation du coût de la vie	c) Maintien du pourcentage de propositions concernant l'évaluation du coût de la vie approuvées par la Commission
d) Actualisation régulière, pour tous les lieux d'affectation des organisations appliquant le régime commun, du classement aux fins des ajustements, des seuils d'application de l'allocation-logement et du classement des lieux d'affectation aux fins de l'application de la prime de mobilité et de sujétion	d) i) Maintien du délai entre la présentation des demandes d'enquêtes sur le coût de la vie et leur réalisation et maintien du nombre de lieux d'affectation examinés en vue de leur classement aux fins de l'application de la prime de mobilité et de sujétion ii) Maintien du délai d'examen de toutes les demandes de classement des lieux d'affectation aux fins de l'application du régime de la prime de sujétion (250 demandes par an)

e) Actualisation régulière du régime de l'indemnité journalière de subsistance

e) Réduction du délai d'application des modifications apportées au régime de l'indemnité journalière de subsistance

Stratégie

27.2 Pour atteindre ses objectifs et compte tenu des restrictions imposées par les États Membres à leur fonction publique, la Commission a décidé de : a) développer et renforcer, conformément aux principes Noblemaire et Flemming, le régime commun des traitements, indemnités et autres prestations; b) assurer à tous les fonctionnaires un pouvoir d'achat égal dans le monde entier en élaborant un classement aux fins d'éventuels ajustements; c) mettre au point et gérer des systèmes équitables d'évaluation professionnelle et d'autres systèmes de gestion des ressources humaines; d) donner des orientations et des conseils concernant l'administration de ces systèmes; et e) fournir aux États Membres et aux organisations appliquant le régime commun – y compris leur personnel – un appui technique pour la réforme et l'administration du système de gestion des ressources humaines, l'objectif étant d'obtenir un système cohérent et efficace qui soit plus étroitement axé sur la réalisation des buts et objectifs de l'Organisation.

B. Corps commun d'inspection

Orientation générale

27.3 En vertu du statut du Corps commun d'inspection (voir résolution 31/192 de l'Assemblée générale, annexe), les inspecteurs ont les plus larges pouvoirs d'investigation dans tous les domaines ayant trait à l'efficacité des services et au bon emploi des fonds et, par le biais d'inspections et d'évaluations indépendantes, permettent d'améliorer la gestion et les méthodes et de mieux coordonner les organisations appliquant le régime commun. Le Corps commun d'inspection s'assure que les activités entreprises par ces dernières sont exécutées de la façon la plus économique et qu'il est fait le meilleur usage possible des ressources disponibles pour mener à bien ces activités.

27.4 Conformément à l'article 1 de son statut, le Corps commun d'inspection exerce ses fonctions pour le compte de l'Assemblée générale et est responsable devant elle de même que devant les organes délibérants compétents des organisations appliquant le régime commun.

27.5 En vertu de son statut, le Corps commun d'inspection dispose de trois outils pour mettre en pratique la gestion axée sur les résultats, à savoir son programme de travail (art. 9), son rapport annuel (art. 10) et son budget biennal (art. 20). Le programme de travail est inclus dans le rapport annuel par le biais duquel le Corps commun rend compte de ses activités à l'Assemblée générale, qui procède à son évaluation.

27.6 En vertu de l'article 19 de son statut, le Corps commun d'inspection est secondé par un secrétaire exécutif et par le personnel qui peut être approuvé conformément à l'article 20.

27.7 Comme il est établi dans le système de suivi des rapports du Corps commun d'inspection, approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 54/16, pour que

les organes délibérants des organisations participantes puissent examiner en détail les rapports du Corps commun et en tirer parti, les recommandations formulées dans ces rapports doivent : a) être conçues pour remédier à des insuffisances bien définies et être assorties de mesures concrètes et pragmatiques visant à résoudre des problèmes importants; b) être convaincantes et solidement étayées par les faits et l'analyse présentés dans le rapport; c) être réalistes du point de vue des ressources et des moyens techniques nécessaires; d) être efficaces par rapport aux coûts; et e) être précises en ce qui concerne les mesures à prendre et les responsables chargés d'y donner suite, de manière que l'on puisse en suivre clairement la mise en œuvre et les effets obtenus, c'est-à-dire donner des mandats spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et limités dans le temps. Le secrétariat a un rôle important à jouer pour ce qui est d'aider le Corps commun dans ce domaine et de suivre le degré d'acceptation et d'application des recommandations dès lors qu'elles ont été publiées afin d'en rendre compte dans le rapport annuel.

27.8 Compte tenu de ce qui précède, le présent cadre stratégique décrit la manière dont le secrétariat du Corps commun d'inspection appuie le travail des inspecteurs et a pour priorité de mesurer la qualité de ce travail. Il convient néanmoins de rappeler que, dans sa résolution 63/272, l'Assemblée générale a affirmé que la responsabilité du contrôle incombait collectivement aux États Membres, aux organisations et aux organes de contrôle interne et externe.

27.9 Les réalisations escomptées, indiquées ci-après, découlent des priorités stratégiques à long et à moyen terme du Corps commun d'inspection telles qu'elles ont été établies dans le cadre stratégique pour la période 2010-2019 (voir A/63/34, annexe III), qui a été présenté pour examen à l'Assemblée générale et dont celle-ci a pris note au paragraphe 17 de sa résolution 63/272. En 2012, le Corps commun a mis à jour le cadre stratégique, ainsi que l'Assemblée l'avait demandé dans sa résolution 65/270 (voir A/66/34, annexe I). Les indicateurs qui suivent sont fondés sur le cadre stratégique à long terme révisé.

Objectif de l'Organisation : Améliorer la gestion, l'application et le suivi des rapports, des notes et des lettres de recommandations du Corps commun d'inspection

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Renforcement de la capacité des États Membres et des secrétariats des organisations participantes de prendre des décisions opportunes, de façon à améliorer l'efficacité, l'efficience et la pertinence des programmes et sous-programmes	a) i) Augmentation, au cours des trois dernières années, du taux d'adhésion aux recommandations formulées à l'échelle du système par les organes délibérants et les organisations participantes ii) Augmentation, au cours des trois dernières années, du taux d'application des recommandations formulées par les organisations participantes et par les organes délibérants
b) Renforcement de la capacité des organisations participantes de garantir l'examen rapide et avisé des rapports du Corps commun et des recommandations qui y figurent par leurs organes délibérants respectifs	b) Augmentation du pourcentage d'organisations participantes ayant fourni des informations à jour dans les délais fixés à l'aide du nouveau système de suivi en ligne

c) Amélioration de la mise en évidence des rapports et des notes du Corps commun

c) Augmentation du nombre de visites sur le site Web du Corps commun

Stratégie

27.10 Pendant l'exercice biennal 2014-2015, les activités du Corps commun d'inspection devraient continuer à tirer profit des réformes mises en œuvre ces dernières années. Comme indiqué plus haut, le Corps commun a présenté, dans son rapport annuel pour 2011, sa stratégie révisée à long et à moyen terme (A/66/34, annexe I), qui déterminera la manière dont le secrétariat mènera ses travaux. Il s'agira notamment de : a) mettre au point une démarche permettant de sélectionner de manière plus stratégique les questions à inscrire au programme de travail en faisant participer les États Membres, les autres organes de contrôle, les organisations participantes et le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) à la conceptualisation du programme de travail et en se tenant informé de l'évolution de la situation dans les domaines clefs de la réforme intéressant l'activité de l'Organisation : à la demande des États Membres, le programme de travail restera axé sur les problèmes à l'échelle du système afin d'assurer la cohérence des domaines prioritaires stratégiques et veillera à ce que les postes d'inspecteur vacants soient rapidement pourvus afin que le Corps commun puisse donner suite aux demandes d'enquêtes; b) renforcer le système de suivi de l'application des recommandations en mettant au point un système en ligne et grâce à un suivi plus dynamique de la part du personnel du secrétariat et concevoir des stratégies de gestion des connaissances clefs afin d'améliorer l'utilisation qui est faite des produits du Corps commun; c) assurer un examen systématique et périodique de la gestion et de l'administration des organisations participantes, qui donne au Corps commun d'inspection une vue d'ensemble à l'échelle du système et une idée juste du travail des organisations participantes; de tels examens par organisation permettront également de repérer les problèmes présents dans tout le système et les problèmes structurels qui doivent faire l'objet d'examens et d'évaluations thématiques, dont le personnel du secrétariat assurera la coordination en observant les événements et les faits nouveaux survenant dans les organisations participantes; d) mettre au point un mécanisme d'auto-évaluation du travail du Corps commun d'inspection de façon à s'assurer que ces activités reposent sur les méthodes d'évaluation, d'inspection et d'enquête les plus récentes, tout en mobilisant et consultant davantage d'autres organes de contrôle tels que le Comité des commissaires aux comptes, le Bureau des services de contrôle interne et le Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit, le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation, les représentants des services de vérification interne et la Conférence des enquêteurs internationaux; et e) renforcer les capacités du personnel chargé de l'évaluation en organisant des programmes de formation adéquats dans les domaines intéressant le Corps commun, ces activités de formation portant tout particulièrement sur les méthodes d'évaluation et les techniques d'enquête, ainsi que sur les domaines clefs de la réforme des activités de l'ONU.

C. Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination

Orientation générale

27.11 Le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) veille à la cohérence, à la coopération et à la coordination des politiques, des programmes et des activités des organismes des Nations Unies, conformément à leurs mandats respectifs et aux décisions des organes intergouvernementaux compétents. Le CCS, qui est composé du Secrétaire général et des chefs de secrétariat de tous les organismes des Nations Unies, a remplacé l'ancien Comité administratif de coordination (qui avait été établi en 1946 par la résolution 13 (III) du Conseil économique et social). Il a constitué deux comités de haut niveau chargés de l'assister, à savoir : le Comité de haut niveau sur les programmes, dont le rôle principal est d'élaborer des mesures, des stratégies et des orientations concertées et efficaces permettant aux organismes des Nations Unies de répondre aux nouveaux défis et problèmes que posent la coopération internationale et le développement; et le Comité de haut niveau sur la gestion, qui a pour mission de formuler des directives et des orientations sur les questions d'administration et de gestion qui intéressent l'ensemble du système, de promouvoir la coopération et la coordination interorganisations sur ces questions et de concourir à la bonne gestion du régime commun des traitements et prestations. Le Groupe des Nations Unies pour le développement, qui est devenu le troisième pilier du CCS en 2008, est chargé de coordonner les activités de développement menées à l'échelon des pays. Un secrétariat unique, financé en commun, assure aux entités du CCS, hormis le Groupe des Nations Unies pour le développement, dont les activités ne ressortent pas au budget du secrétariat du CCS, les services d'appui dont elles ont besoin.

27.12 Au cours de la période 2014-2015, le Conseil des chefs de secrétariat s'attachera à accélérer les progrès dans la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, notamment ceux qui figurent dans la Déclaration du Millénaire et les documents finals des grandes conférences des Nations Unies, ainsi que dans les accords internationaux, et coordonnera les activités menées dans ce sens par le système des Nations Unies. Il s'efforcera tout particulièrement : de faire mieux comprendre les enjeux mondiaux, notamment le développement durable, les changements climatiques, la crise mondiale de la sécurité alimentaire, l'élimination de la pauvreté et les problèmes de sécurité et de sûreté, et de coordonner les actions conjointes destinées à y faire face, conformément aux mandats intergouvernementaux; de mobiliser résolument et sans exclusive toutes les ressources et les capacités et de renforcer le partage des connaissances; et de promouvoir activement la transparence et le respect du principe de responsabilité. Le CCS renforcera également l'appui du système à la réalisation de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles en faveur du développement menées par les organismes des Nations Unies ainsi qu'au développement durable de l'Afrique dans le cadre global du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. Il soutiendra activement la prise en compte systématique du principe de l'égalité des sexes dans la conception, l'application, le suivi et l'évaluation des politiques et des programmes, conformément aux mandats intergouvernementaux. Il veillera enfin, comme précédemment, à améliorer la sécurité et la sûreté du personnel, des locaux et des biens des Nations Unies, notamment grâce à la mise en

place rapide, à l'échelle du système, d'un dispositif unifié et efficace de gestion de la sécurité.

27.13 Par l'entremise de son Comité de haut niveau sur les programmes, le Conseil des chefs de secrétariat continuera de promouvoir des activités conjointes dans toute une gamme de mandats définis par les organes intergouvernementaux, en vue d'un concours plus cohérent et plus efficace des organismes des Nations Unies à la mise en œuvre des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire. Dans le même ordre d'idées, il s'attachera à aligner les efforts déployés par les organismes des Nations Unies aux fins des examens intergouvernementaux et du suivi des progrès accomplis dans la réalisation de ces objectifs à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social, ainsi que dans les organes directeurs des institutions spécialisées, des fonds et des programmes. Parallèlement, le Comité de haut niveau sur les programmes continuera d'examiner et de recenser les questions nouvelles relatives aux programmes qui appellent des solutions à l'échelle du système et d'élaborer des stratégies communes pour traiter de questions prioritaires telles que les changements climatiques dans le cadre du développement durable, la sécurité alimentaire et les incidences des crises financière et économique sur le développement et le relèvement.

27.14 Par l'entremise de son Comité de haut niveau sur la gestion, le Conseil des chefs de secrétariat s'emploiera à améliorer la gestion de la sécurité dans tout le système des Nations Unies afin de renforcer la sécurité et la sûreté du personnel, des locaux et des biens des Nations Unies. Il s'attachera à renforcer la coopération de façon à : améliorer la responsabilisation et la transparence; harmoniser la gestion des ressources humaines conformément aux réformes récemment approuvées par les organes directeurs d'organisations membres; tirer parti des technologies de l'information et des communications pour mieux gérer et exécuter les programmes; et faciliter la diffusion des pratiques optimales et des enseignements dégagés en matière de gestion, grâce notamment à l'harmonisation progressive des pratiques. Dans le domaine de la gestion des ressources humaines, l'accent sera mis sur le renforcement de la collaboration avec la Commission de la fonction publique internationale et sur l'harmonisation des pratiques et procédures en la matière. Dans les domaines financier et budgétaire, il s'agira, comme précédemment : d'appuyer la mise en œuvre des Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS) et des activités consécutives à leur entrée en vigueur; de mettre en place des services communs de trésorerie dont il est avéré qu'ils peuvent générer des économies substantielles; d'achever la constitution d'une base de données perfectionnée regroupant des statistiques financières sur tout le système des Nations Unies; et de promouvoir l'élaboration de pratiques optimales en matière financière et budgétaire. Dans le domaine des technologies de l'information et des communications, le Conseil des chefs de secrétariat s'attachera tout particulièrement à tirer parti des investissements effectués, notamment en recensant les pratiques optimales communes, en continuant à mettre en place un cadre conjoint pour l'analyse des dépenses à cette rubrique et de l'usage fait de ces technologies dans les organismes des Nations Unies et en continuant à travailler à des dispositifs communs de transmission de données. Par l'entremise du Comité de haut niveau sur la gestion, le CCS s'emploiera tout particulièrement, pendant la période 2014-2015, à faire fond sur les résultats obtenus dans le cadre du plan d'action pour l'harmonisation des modes de fonctionnement, mis en place par le Comité de haut niveau sur la gestion. Il cherchera également à promouvoir de nouveaux moyens

d'accéder à l'information sur le système des Nations Unies, grâce notamment à la publication des décisions interinstitutions.

27.15 Les activités du secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat continueront à être organisées de manière à garantir la prestation efficace et rationnelle de services d'appui découlant de ses principales fonctions, à savoir : a) favoriser un flux d'information régulier et structuré sur les grandes tendances et les principaux faits nouveaux enregistrés dans les organismes des Nations Unies et intéressant le système dans son ensemble. Un tel service est particulièrement utile aux petites institutions. Le secrétariat du CCS continuera de faire office de « bureau d'échange » à la disposition de tous les organismes des Nations Unies et de renforcer de ce fait la capacité de partage des connaissances à l'échelle du système, notamment en ce qui concerne les statistiques financières et relatives au personnel, le décompte du personnel nommé à des postes hors Siège, ainsi que les politiques et les pratiques; b) promouvoir de nouvelles initiatives visant à faciliter l'accès des États Membres et du grand public à l'information sur le système des Nations Unies; c) s'assurer que l'examen stratégique du CCS et de ses modules s'appuie sur des données analytiques solides qui donnent une portée et une valeur supplémentaires aux apports et aux connaissances que les organismes individuels mettent en commun; d) aider le CCS à organiser ses séances et à planifier leur contenu avec la souplesse nécessaire pour répondre à l'évolution des besoins; e) concevoir des systèmes d'analyse et d'information qui permettent au CCS de mieux percevoir et traiter les problèmes de chevauchement d'activités et aider le Conseil des chefs de secrétariat à mettre au point à l'intention des différentes institutions travaillant sur les mêmes questions une méthode qui permette d'éviter ces problèmes; et f) renforcer le dialogue du CCS avec les organes intergouvernementaux, en particulier le Conseil économique et social, et le dialogue de son secrétariat avec le Comité du programme et de la coordination, notamment en facilitant la participation des chefs de secrétariat aux forums intergouvernementaux de haut niveau et en améliorant la façon dont le CCS fait rapport à ces organes intergouvernementaux.

Objectif de l'Organisation : Mobiliser tous les moyens du système des Nations Unies pour mieux mettre en œuvre les mandats intergouvernementaux et faire face aux nouveaux défis

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Renforcer la coopération entre les organisations membres pour donner suite aux décisions prises par les organes intergouvernementaux	<p>a) i) Nombre d'initiatives communes du système des Nations Unies (par exemple, exposés de position conjoints sur l'appui coordonné aux États Membres) mises au point par le CCS pour faire face aux défis mondiaux</p> <p>ii) Nombre d'activités conjointes ou complémentaires menées dans le cadre d'équipes et de groupes de travail par le Comité de haut niveau sur la gestion et le Comité de haut niveau sur les programmes ainsi que par leurs réseaux subsidiaires en réponse aux décisions prises par les organes directeurs des organisations membres du CCS</p>

-
- iii) Nombre d'activités conjointes ou complémentaires menées pour mettre en œuvre les décisions des organes intergouvernementaux, en particulier l'Assemblée générale et le Conseil économique et social, ainsi que les recommandations du Comité du programme et de la coordination approuvées par l'Assemblée générale
- b) i) Augmentation du nombre d'activités coordonnées menées à l'échelle du système sous la houlette du Comité de haut niveau sur la gestion et de ses réseaux fonctionnels (finances et budget, ressources humaines, technologies de l'information et des communications, achats) pour donner suite aux initiatives de la Commission de la fonction publique internationale et régler les problèmes de gestion du personnel et les questions d'ordre financier et budgétaire
- ii) Nombre de mesures visant à améliorer la cohérence, l'efficacité et la rentabilité appliquées à l'issue d'activités coordonnées à l'échelle du système
- c) i) Nombre de mesures prises pour améliorer la mise en commun du savoir à l'échelle du système en enrichissant et en complétant les banques de données et les outils de connaissance (en ligne et sur papier)
- ii) Nombre de normes informatiques fondées sur des pratiques optimales et tenant compte des besoins institutionnels définis lors de consultations à l'échelle du système adoptées par des organismes
- d) i) Toutes les informations relatives aux normes IPSAS sont présentées dans les délais impartis aux organismes des Nations Unies pour examen, aux fins de la mise en œuvre des normes et lors de la phase consécutive à leur entrée en vigueur
- ii) Toutes les informations relatives aux progrès accomplis dans l'adoption des normes IPSAS par les organismes des Nations Unies et les activités que ceux-ci mènent après leur mise en œuvre sont présentées en temps voulu aux États Membres
- b) Accroître la cohérence, l'efficacité et la rentabilité du système des Nations Unies
- c) Améliorer la mise en commun du savoir au sein du système et avec les États Membres et utiliser plus efficacement les technologies de l'information et des communications dans le système des Nations Unies
- d) Faciliter la prise de décisions éclairées par les États Membres et les organismes du système des Nations Unies concernant la mise en œuvre des normes IPSAS et la phase consécutive à leur entrée en vigueur
-

Stratégie

27.16 Au cours de l'exercice biennal 2014-2015, les deux comités de haut niveau, agissant à l'appui du CCS, mobiliseront les organismes des Nations Unies afin qu'ils appliquent, dans une perspective commune, des stratégies visant à promouvoir la cohérence de leurs travaux aux niveaux mondial, régional et national et à régler des questions de gestion et d'administration, de façon à renforcer leurs capacités par une utilisation cohérente et coordonnée des ressources, des moyens d'action et des connaissances. Le Comité de haut niveau sur les programmes s'attachera à renforcer les synergies entre les politiques et les programmes des différents organismes de manière à accroître l'impact global de l'aide qu'apporte le système des Nations Unies aux pays en vue de la réalisation des objectifs de développement arrêtés sur le plan international, dont ceux du Millénaire. Le Groupe des Nations Unies pour le développement continuera de promouvoir la cohérence et la coordination des opérations menées au niveau des pays. Les deux comités s'appuieront, selon qu'il conviendra, sur les réseaux, les groupes d'étude et les cellules de travail interinstitutions pour affermir les liens entre les activités normatives et les activités opérationnelles et pour garantir la prise en compte des grandes questions intersectorielles – développement durable, droits de l'homme et égalité des sexes – dans les processus décisionnels. Par le biais de ses réseaux fonctionnels spécialisés dans les finances et le budget, la sécurité, les ressources humaines, les technologies de l'information et des communications, les achats, les questions d'ordre juridique et les questions d'ordre médical, le Comité de haut niveau sur la gestion continuera de privilégier la coopération interinstitutions pour consolider les mesures de sûreté et de sécurité du personnel, des locaux et des biens des Nations Unies, notamment en renforçant le système de gestion de la sécurité à l'échelle du système, en favorisant la responsabilité et la transparence dans les organismes des Nations Unies et en faisant connaître les pratiques optimales, les méthodes de gestion modernes et les partenariats dans tous les domaines de la gestion, y compris les ressources humaines, les achats, les mesures de sécurité, la gestion financière et budgétaire, les technologies de l'information et des communications et les questions d'ordre médical.

27.17 S'agissant de l'adoption des normes IPSAS par les organismes des Nations Unies, l'équipe chargée de l'application de ces normes à l'échelle du système s'attachera tout particulièrement à : a) élaborer et tenir à jour des directives relatives aux normes IPSAS et traiter certaines questions techniques; b) faciliter, par le biais du site Web, de courriers électroniques, de rapports et de réunions, l'échange d'informations sur l'application des normes IPSAS, notamment les problèmes rencontrés, les activités consécutives à leur entrée en vigueur, et le suivi et la coordination des principes et méthodes comptables; et c) promouvoir les activités portant sur les normes IPSAS et la compréhension de ces normes en surveillant les faits nouveaux, en formulant des propositions sur les projets de normes, en participant aux réunions du Conseil des normes IPSAS et en fournissant, dans les délais impartis, des informations concernant ces normes aux organisations appliquant le régime commun.

Textes portant autorisation du programme

A. Commission de la fonction publique internationale

Résolutions de l'Assemblée générale

3357 (XXIX)	Statut de la Commission de la fonction publique internationale
51/216 et 52/216	Régime commun des Nations Unies : rapport de la Commission de la fonction publique internationale

B. Corps commun d'inspection

Résolutions de l'Assemblée générale

31/192	Statut du Corps commun d'inspection
50/233, 57/284 A et B, 58/286, 59/267, 60/258, 61/238, 62/226	Corps commun d'inspection
62/246	Corps commun d'inspection : rapport pour 2007 et programme de travail pour 2008
63/272	Corps commun d'inspection : rapport pour 2008 et programme de travail pour 2009
64/262	Corps commun d'inspection : rapport pour 2009 et programme de travail pour 2010
65/270	Corps commun d'inspection : rapport pour 2010 et programme de travail pour 2011

C. Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination

Résolutions et décisions du Conseil économique et social

13 (III)	Comité administratif de coordination
2001/321	Poursuite de l'examen du rapport d'ensemble annuel du Comité administratif de coordination

Résolutions de l'Assemblée générale

57/295	Technologies de l'information et des communications au service du développement
59/250 et 62/208	Examen triennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies
60/283	Investir dans l'Organisation des Nations Unies pour lui donner les moyens de sa vocation mondiale : rapport détaillé
62/277 et 63/311	Cohérence du système des Nations Unies
62/224, 63/247, 64/229, 65/244 et 66/8	Planification des programmes